



(À rappeler dans toute correspondance)

Dossier n° : DP 091 021 23 10066

Date de dépôt : 17/09/2023

Nom du demandeur : Madame AUDREY BERTOLI

Nature des Travaux : Construction d'une piscine en béton armé projeté de forme libre de 7,00 m x 3,80 / 2,95 m.

Soit une surface du plan d'eau de 23,5 m²

Adresse des travaux : 15 Rue de Bellevue - 91290 Arpajon

Terrain cadastré : AC241

Service instructeur :

Cœur d'Essonne Agglomération



Affaire suivie par : Delphine CHEVALLIER

d.chevallier@coeuressonne.fr

☎ 01 84 65 02 31

Permanence téléphonique de 8h30 à 12h00

Accueil du public :

Mairie de ARPAJON

01 69 26 15 03

DESTINATAIRE

Madame AUDREY BERTOLI

15 Rue de Bellevue

91290 Arpajon

Recommandé A/R et/ou pour information notification par courriel à : a.bertoli2023@outlook.fr

Objet : Décision tacite

Madame,

Je vous informe que votre dossier de Déclaration préalable susvisée a fait l'objet d'un accord tacite en date du 17/10/2023.

L'avis de dépôt de cette demande a été affiché le 17/09/2023.

Conformément à l'article R.424-13 alinéa 1 du code de l'urbanisme, le présent certificat confirme que, pour cette demande, vous êtes titulaire d'une décision de non-opposition tacite en date du 17/10/2023.

Le récépissé de dépôt vous informait que le délai d'instruction de votre dossier était de 1 mois, et qu'à l'issue de ce délai, si vous ne receviez pas de réponse de l'Administration, vous bénéficiez d'un accord tacite conformément à l'article R*424-1 du code de l'urbanisme.

Votre dossier n'a pas fait l'objet d'une demande de pièces ni de majoration du délai d'instruction.

Il vous appartient dès à présent d'afficher le présent courrier sur votre terrain conformément aux dispositions de l'article R.424-15 du code de l'urbanisme.

Le dossier a été transmis au représentant de l'Etat, le 12/12/2023, dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Veillez agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Fait à ARPAJON, le 12/12/2023

Pour le Maire et par délégation
La Maire Adjointe à l'Urbanisme

Martine BRAQUET ARPAJON

ACTE EXECUTOIRE

Transmission en Sous-Préfecture le
Publication ou Notification le 12/12/2023

21 DEC. 2023

Pour le Maire et par délégation
La Maire Adjointe à l'Urbanisme

Martine BRAQUET



INFORMATION A LIRE ATTENTIVEMENT

Durée de validité du permis : conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Commencement des travaux : Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration Cerfa n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du code de l'urbanisme, est disponible sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Prorogation : Le permis ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard.

La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

La prorogation est acquise au bénéficiaire du permis si aucune décision ne lui a été adressée dans le délai de deux mois suivant la date de l'avis de réception postal ou de la décharge de l'autorité compétente pour statuer sur la demande. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale.

Affichage : Mention du permis ou de la déclaration préalable doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis tacite ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis et pendant toute la durée du chantier. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

Cet affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.

Délais et voies de recours : le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain des pièces mentionnées à l'article R. 424-15 du code de l'urbanisme.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déféré ou du recours.

Assurance dommages-ouvrages : le bénéficiaire du permis à l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.